

Expert en contre ingérence économique

RNCP36676 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	Autre — Autre certification professionnelle de droit
Code(s) NSF	346
Formacode(s)	42802
Code(s) ROME	M1403, M1404, M1401, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/07/2026

Certificateur(s)

MINISTERE DES ARMEES · SIRET : 11009001600053

MINISTERE DES ARMEES · SIRET : 11009001600046

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le ministère des Armées souhaite valoriser les compétences de ses agents, qu'elles aient été acquises lors d'un parcours de professionnalisation et/ou par l'expérience professionnelle. L'accès à un niveau de qualification constitue un marqueur lisible qui répond aux enjeux :

- d'attractivité, de reconnaissance, de fidélisation des personnels
- de montée en compétences et en expertise des personnels, essentielle à la mobilité interne et externe

ACTIVITÉS VISÉES

L'Expert en Contre Ingérence (ECIE) est employé en tant qu'agent de renseignement dans la branche économique. Il a vocation à contribuer au renseignement économique et à la protection du patrimoine scientifique et technique de la nation.

Les attributions des ECIE se regroupent en trois grands domaines : appui-conseil, renseignement, protection. Il s'agit pour eux de :

- Conseiller et accompagner le commandement sur les sujets de contre ingérence économique de la sphère Défense
- Rechercher des renseignements ciblés afin d'identifier et d'évaluer les menaces sur la sphère économique de la Défense
- Contribuer à la protection des entreprises de la sphère économique de Défense

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Réaliser ses missions dans le cadre légal et fonctionnel en vigueur
- Identifier et évaluer les menaces et les risques d'ingérence économique
- Animer les thématiques liées à l'intelligence économique territoriale
- Représenter son entité et ses activités dans le cadre d'actions partenariales
- Piloter une veille informationnelle et stratégique
- Développer et mobiliser un réseau de contacts dans la sphère industrielle défense
- Mener des investigations de sécurité économique sur pièces / sur entretiens
- Apporter son expertise réglementaire et technique sur la PPSTN
- Contribuer à l'habilitation des personnes morales et veiller à leurs obligations
- Mener des actions de sensibilisation
- Rendre compte de ses missions et résultats

Blocs de compétences

RNCP36676BC01 — Piloter les missions de contre ingérence économique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Conduire ses missions dans le cadre légal et fonctionnel en vigueur
- Identifier et évaluer les menaces de contre ingérence
- Animer les thématiques de contre ingérence économique territoriale
- Représenter son entité et ses activités dans le cadre d'actions partenariales
- Rendre compte de ses missions et résultats

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Epreuves écrites + orales

RNCP36676BC02 — Recueillir de l'information dans la sphère industrielle de défense

LISTE DE COMPÉTENCES

- Piloter la veille informationnelle et prospective
- Développer un réseau de contacts dans la sphère économique de défense
- Mener des investigations de sécurité économique sur pièces
- Mener des investigations de sécurité économique sur entretiens
- Rédiger les rapports d'investigations

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation reconstituées

Restitution et analyse de sa pratique

Rédaction et argumentation de préconisation

RNCP36676BC03 — Conduire des actions de conseil et de contrôle sur la Protection du PSTN

LISTE DE COMPÉTENCES

- Apporter son expertise réglementaire et technique sur la protection
- Mener des actions de sensibilisation sur des sujets à enjeux
- Contribuer au processus d'habilitation des personnes morales et veiller à leurs obligations
- Seconder les inspections de sécurité des sites

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas et restitution

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'Expert en Contre Ingérence Economique intervient sur des missions d'appui-conseil aux décideurs, sur le champ de la sécurité économique de la sphère de défense et intervient également en matière de protection physique.

L'ECIE réalise des travaux de recherche et de synthèse sur des questions d'intelligence économique afin d'aider voire d'orienter la prise de décisions à enjeux stratégiques.

Périmètre d'action : sphère défense (armées, organismes civils et militaires relevant de l'autorité de la ministre des armées, mais surtout les industries, les entreprises, les sociétés, les associations, les centres de recherche ou les universités ayant un lien avec la défense nationale.

Zone d'action : France Métropolitaine

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Responsable veille stratégique
- Consultant intelligence stratégique
- Consultant renseignement d'affaires
- Responsable études intelligence économique
- Responsable

études et analyses territoriales

- Auditeur sécurité et intelligence économique

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Corpus législatif et réglementaire :

- la loi relative au renseignement du 24 juillet 2015
- le code de sécurité intérieure (CSI)
- l'IGI 130 relative à la Protection du Secret de la Défense Nationale
- l'IM 900 relative à la Protection du Secret de la Défense Nationale au sein du Ministère des Armées
- l'IM 298 relative à la protection du Patrimoine Scientifique et Technique de la Nation
- l'IGI 6600 relative aux secteurs d'activités d'importance vitale (dispositif SAIV)
- La réglementation de l'utilisation des fichiers (RGPD + réglementation interne : IT 610)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 572 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	41 075
Jugés difficiles à recruter	27 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS
Formation continue, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, VAE
1 président
1 membre du collège employeur
1 membre du collège formateur

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/07/2026

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	19	0	100 %	100 %
2019	15	0	100 %	100 %

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36676/>